

Clarté

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous!

Mars 2019 - numéro 32

L'ÉDUCATION EST LA PREMIÈRE VICTIME DE LA CAQ

Par JP Fortin

Le Québec est dirigé par la Coalition Avenir Québec depuis près de 150 jours. C'est le dégoût généralisé des Québécois-es pour le gouvernement libéral de Philippe Couillard qui a permis à François Legault d'arracher une majorité absolue de sièges à l'Assemblée nationale aux dernières élections. Cependant, avec seulement 37% du vote, la CAQ est loin d'obtenir un soutien fort de la population. Combien de personnes ont-elles réellement voté pour la CAQ et son programme ?

Dès leur accession au pouvoir, les caquistes ont priorisé les discours tape-à-l'œil ; les xénophobes, racistes et islamophobes en ont eu pour leur argent. Plutôt absent de la campagne électorale, le débat sur le port des signes religieux et la *catho-laïcité* a resurgi. Puis, plus récemment, la CAQ est revenue à la charge sur la réduction des seuils d'immigration et la sélection des nouvelles et nouveaux arrivants. Beaucoup d'encre a aussi coulé sur les dérapages des ministres de la CAQ : l'incompétence qui entraînera la démission de la ministre de l'environnement Marie-Chantal Chassé, l'amateurisme de Simon Jolin-Barrette, la bigoterie de la nouvelle ministre de la Condition féminine Isabelle Charest, etc. Même François Legault, qui devrait pourtant avoir appris sa leçon à force de se mettre les pieds dans les plats en campagne électorale, continue à démontrer son manque de jugement.

En marge de tout ce boucan, la CAQ a déjà déposé une dizaine de projets de loi et élabore son premier budget qui sera rendu à la fin du mois de mars. L'opposition aux politiques économiques de la CAQ n'a pas encore réellement pris forme. Les syndicats et les organisations de la société civile, épargnés depuis le début de la 42^e législature, anticipent le pire. En effet, malgré les surplus budgétaires historiques annoncés, la CAQ a déjà déclaré son intention de ne faire aucune dépense récurrente supplémentaire, maintenant ainsi le programme d'austérité de ses prédécesseurs.

Les lois 3, 5 et l'affront contre l'éducation

La CAQ est l'héritière de l'Action Démocratique du Québec qui a eu comme lubie l'abolition pure et simple des commissions scolaires. Pour plaire à l'ancienne garde, l'une des premières lois du nouveau gouvernement vise littéralement à saper leur indépendance financière. La loi 3 déposée en décembre dernier vient uniformiser la taxe scolaire au taux le plus bas. Les commissions scolaires perdent ainsi, ensemble, près de 900 millions \$ en revenus annuels. Dans certaines régions, comme la Mauricie, le centre du Québec ou le Saguenay-Lac-Saint-Jean, elles se voient littéralement amputées du tiers de leurs revenus. On se souvient que le gouvernement Philippe Couillard, qui voyait la CAQ dans son rétroviseur, avait déjà « réformé » la taxe scolaire de 670 millions \$ en juillet dernier.

Pour l'instant, la CAQ minimise... **suite p. 2** →

DÉCLARATION DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE DU CANADA

Canada, ne touche pas au Venezuela! Non au coup d'État, non aux sanctions, non au «groupe de Lima»!



Manifestation du 23 février 2019 à Montréal pour s'opposer à la tentative de coup d'État orchestrée par les États-Unis et le Canada au Venezuela.

Le Comité central du Parti communiste du Canada condamne la tentative de coup d'État organisée par les gouvernements des États-Unis et du Canada au Venezuela. Le Parti communiste du Canada exprime sa totale solidarité avec le peuple du Venezuela et son gouvernement élu démocratiquement et dirigé par le président Nicolas Maduro.

La reconnaissance par les gouvernements canadien et américain de Juan Guaido, une personnalité de l'opposition, comme président autoproclamé du Venezuela, ainsi que les sanctions imposées par le Canada et les États-Unis et l'escalade de soutien matériel apporté aux forces de l'opposition, constituent des choquantes violations du droit international, de la souveraineté nationale, et des chartes des Nations Unies et de l'OEA. La situation demeure critique et risque une nouvelle escalade alors que Trump continue de brandir la menace d'une intervention militaire.

Juan Guaido, dont moins d'un cinquième des Vénézuélien-ne-s avaient entendu parler avant le 23 janvier dernier et qui a participé et soutenu les actions violentes des guarimbas qui ont entraîné la mort de centaines de personnes

ces dernières années, n'a aucune légitimité. L'auto-proclamation de Juan Guaido en tant que président avait été ordonnée directement par Washington et Ottawa comme pièce du dernier complot de «changement de régime» au Venezuela. Le vice-président américain, Mike Pence, et la ministre canadienne des Affaires étrangères, Freeland, avaient préalablement rencontré Guaido pour planifier leur soutien international.

La complicité totale du gouvernement libéral dans la perpétration de ces crimes est une honte. Chrystia Freeland, se sert du rôle dirigeant qu'elle joue au sein du « groupe de Lima » pour essayer de cacher sous une couverture «humanitaire» ce que les États-Unis admettent ouvertement être une tentative de prise de contrôle par eux du pétrole vénézuélien.

Le Parti communiste du Canada exige que le Canada se retire immédiatement du groupe de Lima. Le Groupe de Lima, qui est un groupe de pays qui se réunit en dehors des organisations internationales reconnues, prétend se préoccuper de la démocratie et de la paix au Venezuela. En fait, bon nombre de ces pays sont coupables des pires violations des

droits humains dans la région, notamment le gouvernement ultra-droitier de Duque, responsable des assassinats incessants de dirigeants des syndicats et des mouvements sociaux en Colombie, le gouvernement ultra-droitier de Bolsonaro qui est arrivé au pouvoir suite à un coup d'État au Brésil et le Honduras, où s'est tenu en 2017 des élections volées de manière flagrante. Ce groupe de pays de droite réclame ouvertement un coup d'État militaire au Venezuela.

Le Parti communiste du Canada demande au gouvernement canadien de lever immédiatement les sanctions contre le Venezuela et les Vénézuélien-ne-s avec lesquelles on tente d'effrayer les investissements internationaux dans son économie pour créer un blocus économique du pays. Ces sanctions criminelles, ainsi que celles des États-Unis, rappellent les tentatives de Nixon-Kissinger de faire «crier l'économie» du Chili afin de paver la voie au coup d'État fasciste de 1973. Alors que le «socialisme» est blâmé pour les problèmes économiques du Venezuela, le pays est confronté à une guerre économique sous la forme d'un sabotage interne par des ...

SIGNES RELIGIEUX:
**NON À LA
DIVISION, OUI À
LA SOLIDARITÉ**

Page 2

**LE MYTHE DU
BON MIGRANT**

Page 2

JOURNÉE INTERNATIONALE
DES DROITS DES FEMMES

**Femmes,
unissez-vous
et construisez
la résistance!**

Page 3

**Occasion
manquée pour la
grève des stages?**

Page 4

NON À LA DIVISION, OUI À LA SOLIDARITÉ!

COMITÉ CENTRAL, 9 & 10 FÉVRIER 2019
PARTI COMMUNISTE DU CANADA

À la fin du mois de janvier, le caucus du nouveau gouvernement de la CAQ s'est réuni à Gatineau afin de préparer la session parlementaire qui a débuté le 5 février dernier. Fort du soutien que lui a démontré les sondages, le nouveau Premier Ministre François Legault a réitéré l'intention de son gouvernement de faire adopter avant la fin de la session une loi interdisant aux personnes en position de coercition – juges, policiers, gardiens de prison et procureurs – ainsi qu'aux enseignantes des écoles publiques, considérées en position d'autorité - le port de signes religieux. Par ailleurs, il a aussi annoncé que les écoles privées, bien que subventionnées à 60% par l'État, ne seraient pas quant à elles soumises à sa loi.

François Legault a admis qu'il y avait des discussions au sein de son caucus sur la possibilité d'inclure une clause grand-père qui pourrait permettre aux gens déjà en emploi d'échapper à la restriction du port de signes religieux, mais ajoutant que quant à lui, il n'aimait pas cette idée et qu'il était prêt, si nécessaire, à congédier les récalcitrant-e-s. Il a du même coup réitéré son intention d'invoquer la clause « nonobstant » s'il s'avérait que sa loi soit déclarée inconstitutionnelle.

Le 29 janvier, jour anniversaire de la tuerie de la Mosquée de Québec, le Premier ministre a rejeté l'idée d'instituer une journée nationale contre l'islamophobie qui, selon lui, n'existerait pas au Québec, semant la consternation dans la communauté musulmane.

Il a été soutenu avec enthousiasme par la mairesse suppléante de Gatineau qui a déclaré au journal *Le Droit* que l'islamophobie n'existait pas et que les musulman-e-s ne s'intégraient pas. Selon elle, il est normal d'avoir peur des musulman-e-s, laissant entendre qu'ils pouvaient être des terroristes.

Quelques jours plus tard, allant bien au-delà de la question de la laïcité de l'État, la nouvelle ministre fraîchement nommée de la Condition féminine, Isabelle Charest, s'est permis de faire part de son aversion pour le voile musulman déclarant qu'il est un symbole d'oppression de la femme. Elle a expliqué que le port de ce vêtement ne correspondait pas à « ses valeurs » et empêchait une femme de s'épanouir. Or, la laïcité de l'État ne suppose pas qu'il soit athée, ni d'une quelconque forme religieuse, mais seulement qu'il soit neutre. Néanmoins, le Premier Ministre s'est refusé de corriger les propos de sa ministre.

Ces déclarations malheureuses sont considérées par les médias comme des impairs de politicien-ne-s encore inexpérimentés. Mais objectivement elles contribuent déjà à enflammer le débat qui reprend de plus belle et à approfondir le clivage social, au point qu'on pourrait croire que le gouvernement applique délibérément au Québec les mêmes tactiques que Donald Trump aux États-Unis.

Encore une fois, on peut voir que les médias sociaux commencent à être inondés de propos haineux. La situation risque de devenir semblable à celle vécue à l'époque de la Charte des valeurs du PQ en 2013. Pourtant, il n'existe pas réellement de crise sociale ou de raisons urgentes qui commandent de légiférer en toute hâte. Le gouvernement n'agit seulement qu'en fonction des intérêts de la classe dominante et non pas en fonction des intérêts de la classe ouvrière du Québec.

Tout cela permet en même temps à la CAQ de détourner l'attention des véritables enjeux qui intéressent directement les travailleuses et les travailleurs. Déjà à l'issue de son caucus de fin-janvier, le gouvernement indiquait des intentions d'effectuer des compressions budgétaires et des coupes de poste par attrition dans la

fonction publique et par conséquent de services dans l'ensemble des ministères afin de financer ses promesses électorales. Il promet en quelque sorte de faire perdurer l'austérité budgétaire du gouvernement précédent.

Les organisations syndicales dont les membres sont concernés par l'interdiction du port de signes religieux, comme les enseignant-e-s, ont clairement manifesté leur intention de résister fermement à toute loi qui brimerait leurs droits fondamentaux. Comme il l'a déclaré, Legault sait bien que sa loi contre le port de signes religieux ne passera pas comme une lettre à la poste, mais il espère que le peuple va tomber dans son piège et se laissera diviser.

Le Parti communiste encourage au contraire la classe ouvrière, ses organisations et le peuple du Québec de se tenir solidairement contre les manœuvres de division du gouvernement, de ne pas se laisser divertir par les sirènes de l'intolérance et du racisme, afin d'être capable de faire reculer son programme d'austérité néolibérale.

Le Parti communiste réitère son soutien total à ce que le 29 janvier soit déclaré journée d'action pan-canadienne contre l'islamophobie. ♦

Le mythe du bon migrant

Depuis le début de l'année 2019, deux sujets suscitent la polémique sur la scène politique québécoise : la laïcité et l'immigration. Ces deux thèmes, chers à la CAQ depuis sa création, qui ont été quelque peu mis à l'arrière-plan lors de la campagne électorale, reviennent en force et semblent constituer la colonne vertébrale du gouvernement caquiste.

Le 7 février dernier, le ministre de l'Immigration Simon Jolin-Barrette frappe fort en présentant un projet de loi proposant d'abaisser le nombre d'immigrant.es de près de 24% pour l'année 2019, soit de s'en tenir à une cible de 40 000 nouveaux arrivant.es. Dans la foulée, *tabula rasa* pour les 18 000 dossiers en instance de traitement, faisant fi des milliers de personnes qui, dans certains cas, résident et travaillent au Québec depuis des années.

Le gouvernement tente de justifier son « Tinder de l'immigration » en

plaidant pour une meilleure intégration des immigrant.es au Québec; comme si le Québec était arrivé à un point de saturation, comme si l'intégration des migrant.es avait à voir avec leur nombre, et comme si leur intégration au Québec posait problème en premier lieu.

La question du nombre d'immigrant.es « optimal » à cibler pour le Québec et du traitement des 18 000 dossiers, bien qu'importantes, masquent en fait le fond du débat. Le fait est que pour le Premier Ministre, il y aurait des bons et des moins bons immigrant.es. C'est d'ailleurs ce que laisse sous-entendre sa déclaration prononcée lors de son dernier déplacement en France alors qu'il affirmait :



Le ministre Simon Jolin-Barrette

« Actuellement, il y a beaucoup trop d'immigrants au Québec qui ne sont pas qualifiés ou qui ne parlent pas français. Donc, des Français, on en prendrait plus; de même que des Européens. »

À en croire les trois éléments-clés de la politique d'immigration de la CAQ, un « bon » immigrant serait une personne dont les qualifications sont liées au besoin du « marché du travail », parlant français et dont l'intégration à la société québécoise serait validée par la réussite d'un examen. Le but du gouvernement caquiste est donc de faire cadeau au patronat québécois d'un arrivage de main d'œuvre taillable et corvéable à merci dont les qualifications et le nombre

seraient déterminés par son besoin de maximiser les profits. Dans ce cas de figure, celui ou celle qui voudrait s'installer au Québec dont la qualification ne colle pas avec celle voulue par le patronat; celui ou celle qui refuse de subir le racisme et la discrimination sous prétexte de s'intégrer et qui revendique ses droits démocratiques; ou encore celui ou celle qui revendique ses droits syndicaux sont condamnés à porter le stigmate de « mauvais » migrant.

En créant un faux problème au sujet de l'immigration, le gouvernement Legault joue sur les platebandes de l'extrême-droite et lui ouvre la porte en grand pour que les populistes de tous genres injectent leur venin xénophobe et raciste. Ce n'est pas un hasard si Legault a été félicité par Marine LePen après son élection en octobre dernier, ni si la marotte de l'extrême-droite ontarienne Faith Goldy a salué le projet de loi 9. **Suite p.4** →

→ **ÉDUCATION—suite de la p. 1.** ... les conséquences de cette loi en promettant que le gouvernement tient à « compenser » les commissions scolaires pour les pertes encourues. Avec la loi 3, François Legault donne une baisse de taxe aux propriétaires du Québec; les petits mais surtout les gros. La taxe scolaire s'appliquant aussi aux immeubles commerciaux et industriels, les entreprises reçoivent ainsi une baisse de taxe qui sera compensée principalement par l'impôt sur le revenu des particuliers. Pas de chance pour les locataires.

Toujours en éducation, la CAQ dépose en février la loi 5 pour la création de la maternelle à 4 ans, le fer de lance du premier ministre. En campagne électorale, François Legault annonçait un

coût de 250 millions. Le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, parle maintenant de 700 millions \$... sans compter les coûts de construction pour la création de 5000 classes. Depuis des années, les syndicats de l'enseignement et de ses professionnels soulèvent le manque de ressources criant dans les écoles du Québec. Sans parler de l'état de délabrement de certains établissements, on estime que l'austérité libérale a réduit de 500 millions \$ la part du budget dédiée à l'éducation depuis 2010. La Centrale des syndicats du Québec accuse le gouvernement d'ignorer les vraies priorités en éducation en priorisant la maternelle à 4 ans. Legault s'est même montré méprisant envers les intervenant.e.s en petite

enfance pour mousser son projet; une mesure qui ne plait pas d'avantage aux enseignants du primaire déjà surchargés.

Comme on pouvait s'y attendre, le gouvernement Legault emboîte le pas des gouvernements d'austérité qui le précèdent. D'un côté, on baisse l'imposition des plus nantis et des entreprises, réduisant du même coup les revenus de l'État. De l'autre, on instrumentalise le « déficit zéro » et on finance des éléphants blancs comme 5000 classes de maternelle 4 ans afin de justifier les prochaines coupes en éducation. Le Québec doit rester informé et se tenir prêt à contrer les plans de la CAQ. Luttons pour que le premier gouvernement de la CAQ soit aussi le dernier! ♦

Clarté

Clarté est publiée par Clarté et Imprimée chez Hebdo-Litho

Collaboration:

M. Breton-Fontaine, K. Cariou, P. Fontaine, J.P. Fortin, R. Luxley, N. Raymond, A. Welsh.

Commentaires et lettres à l'éditeur:

Clarté vous encourage à lui écrire:

Rédacteur en chef: Robert Luxley
5359, Ave. du Parc, App. C., Montréal,
H2V 4G9, 438-338-8890
pcqccc@gmail.com

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Qc

Clarté est heureuse de recevoir vos commentaires et vos lettres. Écrivez-nous à notre adresse postale ou courriel.

Nous réservons cependant le droit de ne pas publier une lettre, ou de n'en publier qu'une partie pour des raisons d'espace et/ou d'éthique.

Femmes, unissez-vous et construisez la résistance!

Journée internationale des droits des femmes 2019
Déclaration de la Commission centrale des femmes,
Parti communiste du Canada



Marielle Franco



Christine Blasey Ford



Maria Ressa



Rayne Fisher-Quann



Sandy Hudson

Célébrons la Journée internationale des droits des femmes en 2019 en rendant hommage aux femmes autour du monde qui ont résisté à la résurgence d'un mouvement patriarcal de droite et fasciste avec courage, intégrité, sagesse et savoir-faire. Célébrons le courage de ces femmes qui ont affronté la résurgence de la droite en Amérique latine, la misogynie et l'oppression des Duterte, Modi et Trump. Célébrons les femmes qui ont mis en lumière les échecs du gouvernement Trudeau et celles qui ont joué un rôle de premier plan en exposant les politiques opprimantes des gouvernements des provinces canadiennes dirigées par les Conservateurs.

Marielle Franco, une féministe brésilienne homosexuelle, militante des droits humains et conseillère municipale a été brutalement assassinée par des agents de la police quelques jours seulement après la JIF l'année dernière. Mère noire et lesbienne célibataire, Franco est née et a grandi dans l'un des quartiers les plus pauvres de Rio de Janeiro. Une fois élue, elle a dû faire face à l'épidémie de violence de l'État, notamment au projet de prise de contrôle par les militaires des favelas de la ville. Presque un an après son assassinat, la police a finalement lancé un mandat d'arrêt contre son assassin présumé, un ancien capitaine de la police militaire qui entretenait des liens avec le président d'extrême droite du Brésil, Jair Bolsonaro. Franco a eu le courage de s'opposer à la nouvelle direction fasciste au Brésil et son exemple donne de l'espoir aux femmes et aux partisan-e-s de la démocratie au Venezuela et dans toute l'Amérique latine, qui doivent maintenant résister à la possibilité d'une intervention militaire dans la région dirigée par le Brésil et les États-Unis. Au Canada, le gouvernement Trudeau a proclamé son soutien aux forces de l'opposition. Chrystia Freeland, aux côtés de Jair Bolsonaro lors de la réunion du groupe de Lima à Ottawa le mois dernier, confirme le virage à droite du gouvernement actuel. Nous devons être aussi courageuses que Franco et faire entendre notre voix contre toute intervention étrangère.

Aux Philippines, en Inde et aux États-Unis, les femmes ont confronté des régimes oppresseurs. Nous célébrons

Maria Ressa, cofondatrice de l'important site de nouvelles philippin Rappler, et la sénatrice Leila de Lima, qui ont toutes deux récemment été arrêtées pour avoir contesté le brutal programme misogynne du président Duterte. Nous félicitons les femmes du CPI (M) du Kerala, qui ont organisé une marche qui a attiré cinq millions de femmes qui revendiquent des droits en matière de caste et d'égalité des sexes. Nous louons l'intégrité de la docteure Christine Blasey Ford, qui a pris la parole lors des audiences de confirmation de Brent Kavanaugh comme juge à la Cour suprême, pour chaque femme qui a déjà été humiliée, maltraitée ou agressée. L'installation d'un autre juge de droite à la Cour suprême est un autre pas en avant vers l'affaiblissement des lois sur l'avortement, ce qui constituerait un énorme pas en arrière pour les femmes. Nous ne pouvons pas laisser cela se produire.

Au Canada, nous honorons les sœurs et les camarades autochtones qui continuent d'exiger des mesures pour lutter contre la violence systémique à l'égard des femmes et des filles autochtones. Les circonstances entourant le scandale de SNC-Lavalin qui ont conduit à la démission de Jody Wilson-Raybould du cabinet fédéral dévoilent la fausseté des allégations du gouvernement Trudeau qui prétend être "féministe et transparent" et souhaitent aller de l'avant avec la réconciliation.

Nous célébrons la sagesse de Sandy Hudson, organisatrice de Black Lives Matter de Toronto, qui mène le combat pour que les voix des femmes noires se fassent entendre dans la lutte contre la violence sexiste et les brutalités policières. Rayne Fisher-Quann, une élève du secondaire, a organisé et dirigé la mobilisation historique des élèves à travers l'Ontario en opposition à la récupération par Doug Ford du programme modernisé d'éducation sexuelle et autochtone. Plus de 40 000 élèves de plus de 100 écoles de la province sont sortis, une des mobilisations les plus réussies dirigée par des étudiant-e-s.

Depuis, Ford a coupé le financement des centres d'aide aux victimes de viol, celui du Collège des sages-femmes, du programme-pilote sur le revenu de base (un programme anti-

pauvreté), il a fermé le bureau de l'Intervenant en faveur des enfants de l'Ontario, annulé l'augmentation prévue du salaire minimum à 15 dollars de l'heure, démantelé les associations étudiantes dans les universités et les collèges, et il est en train d'amorcer la privatisation du système public de santé. Toutes ces coupes touchent de manière disproportionnée les femmes, en particulier les femmes autochtones, racisées et à faible revenu. D'autres provinces ont adopté des orientations similaires au fur et à mesure que la politique canadienne se range de plus en plus à droite. Les femmes doivent unir leurs efforts pour lutter contre ces mesures de droite et veiller à ce que Jason Kenney ne soit pas élu en Alberta pour rejoindre les rangs des premiers ministres de droite.

Nous nous félicitons des progrès réalisés en Colombie-Britannique dans la mise en place de services de garde à 10 dollars par jour et de leur engagement à légiférer pour établir des services de garde universels. Ce sont des mesures positives qui s'appuient sur les services de garde du Québec à 7,55 \$, sur les gains remportés par les femmes et le mouvement syndical, et qui devraient être au centre des préoccupations lors des prochaines élections fédérales.

Les femmes ont parfaitement le droit de célébrer cette Journée internationale des droits des femmes avec une juste colère. Comme disait Marielle Franco, « pour les femmes, se battre fait partie de la vie quotidienne. Chaque jour nous ressentons ses effets. Quand on emmène nos enfants à l'école et qu'il n'y a pas de cours. Quand on doit travailler et qu'il n'y a pas de place pour nos enfants en garderie. La lutte d'une femme ne finit jamais » Nous luttons pour éliminer les plaies qui accompagnent le capitalisme - le patriarcat, la misogynie et la violence sexiste, les brutalités policières et l'oppression. Nous devons nous battre pour que toutes les femmes de la classe ouvrière aient le droit d'être en sécurité dans leurs communautés, sur leurs lieux de travail, dans leurs syndicats et chez elles.

Nous devons concentrer notre colère pour créer une organisation de femme pancanadienne, de groupes de lutte

pour l'égalité, qui s'inscrit dans le cadre d'une lutte plus large pour gagner des réformes qui favorisent les intérêts de la classe ouvrière. Nous devons unir les forces progressistes pour construire la résistance à la résurgence du néolibéralisme.

Le Parti communiste du Canada exige la pleine égalité entre les sexes dès MAINTENANT!

- Rétablir le financement des programmes d'égalité des femmes.
- Réduire l'écart salarial - légiférer pour la pleine équité des salaires et en matière d'emploi.
- Garantir des services accessibles et financés par l'État dans chaque province et territoire en matière d'avortement et des droits en matière de procréation.
- Créer un système public universel de garderies, accessible, abordable, de qualité, avec des normes pancanadiennes et des salaires syndicaux pour les éducatrices.
- Protéger le droit des femmes à la couverture de maternité de l'AE; étendre les prestations parentales à 52 semaines.
- Mettre fin à toutes les formes de violence à l'égard des femmes et fournir un financement adéquat aux centres de crise et aux maisons de transition.
- Abroger le projet de loi C-36!
- Déchirer l'AEUMC, le PTP et autres accords commerciaux au service des compagnies.
- Non à l'intervention étrangère au Venezuela! En finir avec le blocus cubain!
- Non à l'islamophobie! Mettre fin aux interventions des États-Unis, du Canada et de l'OTAN au Moyen-Orient, instaurer la tolérance zéro pour la violence islamophobe et fondée sur le sexe et ouvrir la porte du Canada aux immigrant-e-s et aux réfugié-e-s. Abroger l'entente Canada-États-Unis sur les tiers pays sûrs. Abroger le projet de loi C-31 et des autres lois inconstitutionnelles et anti-démocratiques sur la sécurité de l'État.
- Abroger la Loi sur les pratiques culturelles barbares, que les libéraux de Trudeau ont appuyée.
- Non à l'austérité. Non à la guerre!
- Les besoins des gens - pas la cupidité des entreprises! ♦

Célébrons la Journée internationale des droits des femmes

Le 8 mars 2019, venez célébrer les luttes des femmes contre l'exploitation, l'oppression et l'impérialisme.

Au programme: panel de discussion, musique et nourriture! Entrée gratuite, boissons et nourriture servies à prix solidaires.— 19h30 — Association des Travailleurs Grecs de Montréal.— 5359 Avenue du Parc, Montréal.

Occasion manquée pour la grève des stages?

Ligue de la Jeunesse communiste

En novembre dernier, près de 60 000 étudiant.es se sont mis en grève pour demander la fin des stages obligatoires non-rémunérés. En effet, environ 300 000 étudiant.es au Canada doivent accomplir un stage pour obtenir leur diplôme sans pour autant être rémunérés. Cette situation touche par ailleurs plusieurs programmes à l'effectif majoritairement féminin (travail social, éducation, soins infirmiers, etc.)

Avec une telle mobilisation à l'automne, tout semblait bien enclenché pour une grève générale illimitée d'abord prévue en février 2019, d'autant plus que la volonté générale de mobilisation des étudiant.es est au plus haut avec, entre autres, des élèves du secondaire qui débrayent le vendredi pour l'environnement et une proposition de grève environnementale le 15 mars.

Nous voici en mars et rien n'indique l'arrivée d'une grève générale illimitée. La cause principale réside en ceci que la campagne contre les stages non-rémunérés souffre d'un manque de coordination flagrant. Quelques mandats de grève ont été adoptés

par certaines associations étudiantes, mais plusieurs acteurs de taille manquent à l'appel, notamment les associations les plus touchées par la non-rémunération des stages. À l'occasion de la Grève



mondiale des stages organisée la dernière semaine de février, 19 000 étudiant.es ont débrayé, soit à peine 30% du nombre de grévistes de novembre. Pendant ce temps, d'autres associations étudiantes appellent à la grève, chacune à des dates différentes.

Cette absence de coordination résulte d'un choix politique des dirigeant.es de la campagne qui refusent, par pureté de leur idéal démocratique, toute forme de coordination et de direction. Elle résulte également de querelles entre associations étudiantes et autres groupes investis dans cette campagne à savoir qui est plus légitime à en prendre l'initiative.

Or, pendant ce temps, la mobilisation ne se fait pas, impossible de s'entendre sur un calendrier d'actions communes et au final, bien peu d'étudiant.es sont au courant de la grève à venir et encore moins sont convaincus de la nécessité de se mobiliser. Une grève ne peut être couronnée de succès si elle reste l'initiative d'une « minorité agissante ». Au contraire : le succès d'une grève tient à sa préparation, à la capacité de conviction de ses organisateurs, à leur capacité de voir la grève pour ce qu'elle est et non pour ce qu'elle devrait être et surtout, leur capacité à mobiliser autour d'une base d'unité juste, capable de rejoindre la majorité des acteurs. ♦

→ MIGRANTS— suite de la p. 2 et

Le fait est qu'il n'y a aucun problème d'intégration de la part des immigrant.es au Québec. Nous pourrions accueillir beaucoup plus de nouveaux arrivant.es, et pas seulement de la main d'œuvre qualifiée. Nous pourrions également accueillir bon nombre de réfugié.es victimes des guerres impérialistes, du pillage des ressources

de la destruction de l'environnement dans leur pays d'origine dont le Canada a une grande part de responsabilité. Le réel problème vient plutôt du fait que toutes les politiques d'immigration tant au Canada qu'au Québec ne visent qu'à servir les besoins des grandes entreprises et leurs actionnaires.

En effet, ce sont leurs intérêts lorsque l'on tente de faire porter le blâme du péril des valeurs québécoises sur le dos des migrant.es alors que c'est la classe dirigeante qui est à blâmer. Le vrai danger qui guette le dynamisme de la culture québécoise et de la langue française vient en premier lieu des mesures d'austérité et des coupes

dans les programmes et services sociaux, notamment en éducation et en culture, mais aussi du manque criant de logements sociaux, d'infrastructures sportives, etc. Or, pour financer de tels programmes, les entreprises seraient forcées de mettre la main au portefeuille, mais pour ça, nous ne pouvons certainement pas compter sur le gouvernement Legault pour qui il est beaucoup plus facile de s'attaquer

→ VENEZUELA—suite de la p. 1.—... monopoles sous le contrôle d'oligarques, de sanctions des États-Unis et du Canada, et maintenant du vol des avoirs du Venezuela à l'étranger par la minorité de pays soutenant le coup d'État.

Le Parti communiste du Canada exige que cesse immédiatement les mensonges scandaleux et les falsifications dirigées contre le Venezuela par les grands médias. Ils ignorent délibérément le fait que Maduro a été élu démocratiquement lors d'élections libres et justes, observées par des observateur-trice-s internationaux-ales, y compris des Canadien-ne-s. Nous appelons les citoyen-ne-s de tout le Canada à se souvenir des calomnies passées contre des pays et des dirigeant-e-s qui se sont révélées fausses et se sont soldées par des invasions américaines, au soutien à des armées et à des guerres régionales et civiles par procuration. La majorité de ce qui est dit dans les médias canadiens au sujet du Venezuela est manifestement fausse.

Les dernières attaques contre le Venezuela font partie des efforts des États-Unis pour faire reculer les forces démocratiques et renverser les gouvernements qui traçaient une voie souveraine pour l'Amérique centrale, du Sud et les Caraïbes.

Depuis la montée du Chavisme en 1998, le Venezuela est l'un des principaux piliers de l'opposition à l'hégémonie américaine. Le conseiller américain à

la Sécurité nationale, John Bolton, lui-même responsable de crimes de guerre dans le rôle qu'il a joué dans l'invasion illégale de l'Irak en 2003, a récemment qualifié Cuba, le Nicaragua et le Venezuela de «troïka de la tyrannie». La population nicaraguayenne s'est battue contre les sanctions et les complots de changement de régime dirigés par les États-Unis au cours des deux dernières années. Cuba est une cible notoire de l'agression américaine depuis sa révolution, il y a 60 ans, lorsqu'elle est devenue le premier territoire libre des Amériques. Le blocus criminel de Cuba toujours en cours, conjugué maintenant au fait que certains membres du gouvernement canadien se joignent à une étrange accusation d'«attaques sonores» contre des diplomates laissent présager une dangereuse escalade des efforts soutenus des États-Unis pour renverser la révolution cubaine.

Le Parti communiste du Canada accorde tout son soutien et sa solidarité aux peuples de Cuba, du Nicaragua et du Venezuela et à leurs gouvernements, qui continuent de mener la vaste lutte régionale pour la souveraineté, l'indépendance et le droit à l'autodétermination nationale.

Bien d'autres Canadien-ne-s réclament que le gouvernement fédéral mette fin à son rôle dans l'organisation de ce coup d'État au Venezuela. Nous appelons les mouvements syndicaux et démocratiques

s'exprimer et à redoubler d'efforts de solidarité afin de gagner une politique étrangère indépendante de paix et de désarmement pour le Canada.

Pas de coups! Pas de sanction! Pas d'invasion! Ne touchez pas au Venezuela! ♦

NOTES: Le NPD suite à ses tergiversations, a fini par se ranger en appui au coup impérialiste contre le Venezuela.

QS de son côté a bloqué à l'Assemblée Nationale une motion de soutien au coup émanant du PQ. Par ailleurs, Par la voix de son député à la manifestation du 23 février, QS s'est opposé clairement au coup fomenté par les États-Unis, le Canada et le groupe de Lima.

Le mouvement syndical au Canada a très largement dénoncé la tentative de coup et le rôle du Canada:

- Le Congrès du Travail du Canada
- Le Syndicat canadien de la fonction publique
- Le Syndicat des travailleurs et des travailleuses des Postes.

Par ailleurs, la Fédération syndicale Mondiale a dénoncé aussi la tentative de coup.

On peut lire leurs déclarations sur le compte facebook du PCQ: www.facebook.com/pcq/1965



PARTI COMMUNISTE DU QUÉBEC, SECTION DU PARTI COMMUNISTE DU CANADA
5359, AVENUE DU PARC MONTREAL, H2V4G9,
438-338-8890
www.facebook.com/pcq/1965

www.particommunistedubec.ca



People's VOICE
Read the paper that fights for labour, peace, equality & socialism!

\$30 for 1 year \$50 for 2 years
 Low income special rate: \$15 for 1 year

Name _____
Address _____
Phone _____

Send to: People's Voice,
706 Clark Drive, Vancouver, BC, V5L 2J1

Clarté

Un journal pour le peuple, pas pour les profits!

NOM _____

ADRESSE _____



6 numéros pour 25\$

Envoyez ce coupon à : Clarté, app. "C" 5359, ave. du Parc Montréal, H2V 4G9 Faites votre chèque à l'ordre de "Clarté"

rebel youth
abonnez-vous à Rebel-Youth, la revue anglophone de la ligue de la jeunesse communiste du Canada!
Toute l'info sur www.ycl-ajc.ca